



## PRÉFET DE L'OISE

Arrêté abrogeant l'arrêté du 5 février 2015 mettant en demeure la société SAMIN de respecter certaines prescriptions applicables à sa carrière de sables industriels dite du Mont Cornon exploitée sur le territoire des communes de Néry, Rully et Trumilly.

### LE PRÉFET DE L'OISE

Chevalier de La Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mai 1980 réglementant le fonctionnement de la carrière à ciel ouvert de sables industriels dite du Mont Cornon sur les communes de Néry, Rully et Trumilly ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2015 mettant en demeure la société SAMIN de respecter certaines prescriptions applicables à la carrière qu'elle a exploitée sur le territoire des communes de Néry, Rully et Trumilly, en procédant à la remise en état du site prescrite par l'arrêté du 14 mai 1980 précité ou en adressant une demande de modification des conditions de réaménagement de l'ancienne carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mars 2016 statuant sur la demande du 7 mai 2015 de la société SAMIN en vue de modifier les conditions de remise en état du site de la carrière de sables industriels dite du Mont Cornon exploitée sur le territoire des communes de Néry, Rully et Trumilly ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 septembre 2015 concernant notamment son analyse sur la demande de modification déposée par la société SAMIN pour sa carrière exploitée sur le territoire des communes de Néry, Rully et Trumilly ;

Considérant les intérêts visés à l'article L.511-1 du livre V – titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

Considérant qu'en déposant une demande de modification des conditions de remise en état de la carrière de sables industriels dite du Mont Cornon exploitée sur le territoire des communes de Néry, Rully et Trumilly, dont l'instruction a amené à la délivrance de l'arrêté préfectoral du 11 mars 2016 susvisé, la société SAMIN a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 février 2015 précité ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 5 février 2015 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise,

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure délivré le 5 février 2015 à la société SAMIN, pour l'ancienne carrière de Néry, Rully et Trumilly, sont abrogées.

## **ARTICLE 2 :**

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification de l'arrêté, il est d'un an pour les tiers à compter de la date de parution de l'arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

## **ARTICLE 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, les maires des communes de Néry, Rully et Trumilly, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le **25 MARS 2016**

Pour le préfet,  
et par délégation,  
le secrétaire général



Blaise GOURTAY